

le pouvoir aux travailleurs

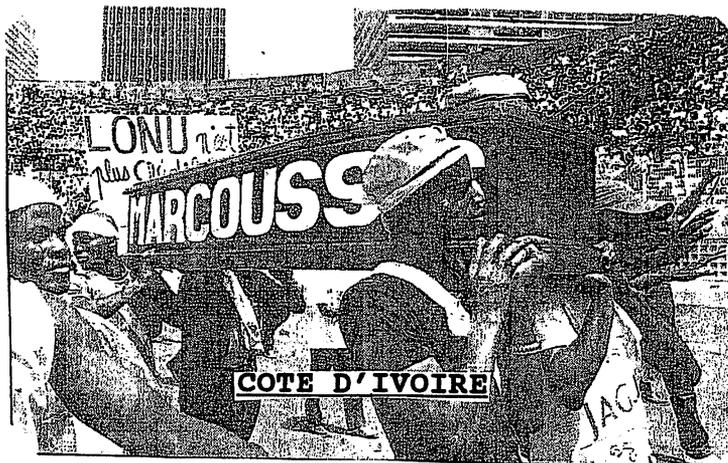
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 28 JUIN 2004

N° 310 PRIX 0,60 euros



GBAGBO A SES OPPOSANTS :

ON N'EFFACE TOUT

ET ON RECOMMENCE

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

Page 3
Côte d'Ivoire:
- Exactions contre
les populations
- l'art de distiller
la xénophobie (p.5)

Page 6
Sénégal:
- Grève à l'hôpital
le Dantec

Page 8
Sénégal-Mali: A qui
profite l'axe routier
?

Page 9
Dakar-Bamako: La
privatisation n'a pas
arrangé la population

Page 10
Tchad: Déby pérennise
Page 11

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

**GBAGBO A SES OPPOSANTS :
ON EFFACETOUT ET ON RECOMMENCE**

Quelques semaines après son voyage au Etats-Unis en début juin, Gbagbo s'est envolé pour un mini-sommet composé de plusieurs chefs d'Etats africains au siège de la CEDEAO à Abudja au Nigéria (20 juin). Rien n'a été révélé de ce que ces dictateurs se sont dit exactement à huis-clos. Quelques communiqués communs faisant état "de signes de déstabilisation générale" qui planent sur la région du fait de la crise ivoirienne.

Toujours est-il qu'une réunion rassemblant les protagonistes de toutes les composantes en conflit en Côte d'Ivoire est prévue prochainement à Yamoussoukro, capitale politique du pays. Ce n'est pas la première réunion du genre ni peut-être la dernière. Brouille puis négociation et réconciliation et à nouveau brouille et à nouveau négociation, etc. les scénarios sont rodés. Cette fois Guillaume Soro, le principal dirigeant des Forces Nouvelles (ex-rebelle) a déclaré qu'il ne se rendra pas en territoire ennemi pour participer à des négociations factices. S'agit-il d'une petite bouderie consécutive au mouvement d'humeur de certaines composantes armées dans son camp ? La presse fait état d'échange de tir le 21 juin à Bouaké et à Korhogo dans le Nord du pays.

Dans un passé pas très lointain les représentants du gouvernement français avaient à plusieurs reprises tenté de recoller les morceaux en y mettant les formes. C'est ainsi que certaines séances de négociations/réconciliations se déroulaient en leur présence ainsi que celle de quelques dirigeants africains amis. Quelques hauts fonctionnaires de l'ONU faisaient le déplacement pour donner du poids et de la solennité à l'événement. Cette fois Gbagbo fait savoir que c'est lui qui convoque là et quand il choisit.

L'approche des élections prévues pour octobre 2005 dans le cadre des accords de Marcoussis contribue sans doute à l'accélération du rythme des

Il a vite été accusé d'être un envoyé d'Abidjan. C'est grâce à l'intervention de voisins dioulas qui ont eu le courage de créer un lien de parenté avec lui qu'il a eu la vie sauve. Les meurtres sont monnaie courante. On abat les gens pour de simples délits de droit commun.

Côté médias, les programmes télés sont soigneusement choisis. On ne présente que ce qui glorifie les rebelles ou qui les arrange. Il n'y a peut-être pas de "charniers" à Bouaké. Mais les populations des quartiers pauvres sont tout aussi embrigadées que ceux d'Abobo à Abidjan !

CÔTE D'IVOIRE

LUTTE POUR LE CONTRÔLE DU MPC SORO ET IB RÈGLENT LEUR COMPTE

Des affrontements entre bandes rivales pour le contrôle des zones des Forces Nouvelles ont ensanglanté les villes de Bouaké et de Korhogo. Deux jours durant, les partisans de Soro et de IB se sont affrontés à l'arme lourde. Les partisans de Soro, victorieux de cette rixe, en profitent pour se débarrasser des éléments soupçonnés d'être pro-IB. Mais ce n'est qu'un épisode dans la rivalité entre ces deux hommes et

leurs clans.

Est-ce que le président guinéen, Conté, et Gbagbo sont impliqués dans cette attaque ? Cela n'est pas impossible. Mais tout compte fait, dans cette situation, ce sont les populations de Bouaké et de Korhogo qui sont prises en otage. Coincées entre deux feux, vivant dans la peur des uns et la terreur des autres, ce sont elles qui payeront toujours la facture.

ENCORE UNE VICTIME DES PRATIQUES POLITICO-MAFIEUSES DE LA FESCI !

Un étudiant a été retrouvé mort deux jours après avoir été enlevé par des éléments de la Fesci. Cet étudiant de l'université de Bouaké est aussi le secrétaire général des jeunes du PCRCI (Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire). Avec d'autres étudiants, il projetait de fonder un syndicat en milieu étudiant et c'est cette ambition qui lui a coûté la vie. Déjà activement recherché par les limiers de la Fesci, il avait trouvé refuge chez le secrétaire général de son parti. Mais cela n'a pas suffi. Car c'est de là que des hommes de main de la Fesci sont partis le déloger le 23 juin. Son corps sans vie a été retrouvé dans l'enceinte même de l'Université de Cocody deux jours après.

Est-ce que les ambitions de

création de ce nouveau syndicat pouvait gêner le leadership de la Fesci ? C'est probable. Car dans le contexte politique actuel, un syndicat qui pointe le nez peut être un instrument de rivalité d'un autre parti politique pour le contrôle des étudiants, mais aussi de la jeunesse. C'est pourquoi certains ont pu penser qu'il vaut mieux fermer la bouche à tous les concurrents, même si pour le moment ils peuvent paraître inoffensifs. Il y a aussi le fait que de nombreux dirigeants de la Fesci ont des pratiques mafieuses. Ils ont la haute main sur les chambres universitaires qu'ils sous-louent à des tiers. La carte de la Fesci ou simplement les relations avec syndicat, constitue un passe droit incontournable en milieu

initiatives de Gbagbo. C'est en effet lui qui détient l'initiative, au moins officiellement. Il bénéficie toujours bon gré mal gré d'un certain soutien des dirigeants français. Il y a eu certes le saccage des écoles françaises suivi des exactions contre des ressortissants français ou européens, puis ces derniers temps la mort par balles d'un soldat des forces françaises de la Licorne. La présentatrice de la chaîne de télévision publique française A2 a déclaré le 26 juin à ce propos, qu'il s'agissait d'un "acte isolé d'après les autorités militaires françaises".

Les fougueux partisans de Gbagbo se livrent à des actes à caractère essentiellement démagogiques destinés à flatter à bon compte les sentiments de colère et de frustration de milliers de jeunes et de moins jeunes qui souffrent réellement dans leur vie quotidienne, de cette situation de guerre et de non guerre dont ils ne voient pas l'issue. Les travailleurs

et la grande majorité de la population laborieuse sont les grandes victimes de la situation de pauvreté et de dénuement dues aux méfaits du système capitaliste "ordinaire" si l'on peut dire. Les grands groupes économiques, dont les sociétés françaises, continuent de tirer les marrons du feu en s'enrichissant encore et toujours malgré la situation actuelle. Quelques uns de leurs cadres subalternes et leurs progénitures sont plus ou moins menacés et se tiennent désormais sur le qui-vive. Bon an mal an Bouygues, Bolloré et leurs homologues sont bien servis par Gbagbo dont ils n'ont finalement pas grand chose à craindre. Les dérapages des milices "patriotiques" de Gbagbo ne leur font sans doute pas plaisir mais ça fait partie des bavures. Faute de mieux, messieurs les capitalistes choisissent de faire avec, pour le moment. C'est en tout cas cette option que le gouvernement français qui leur est forcément lié, semble continuer de privilégier pour défendre leurs intérêts au mieux.

CÔTE D'IVOIRE

"FORCES NOUVELLES" ET FORCES GOUVERNEMENTALES, MÊMES EXACTIONS CONTRE LES POPULATIONS

Depuis le 19 septembre, la Côte d'Ivoire vit une situation de guerre larvée. Le pays se trouve divisé en deux avec la partie Nord aux mains des rebelles et le Sud resté sous le contrôle des forces gouvernementales. Si dans la partie dominée par le pouvoir en place, les exactions et autres crimes sont perpétrés sur les populations par l'armée et les milices à la solde du pouvoir, dans l'autre partie, les populations sont tout aussi victimes de la violence et des exactions des rebelles. Citons le cas de Bouaké. La ville est morte dans certains quartiers à partir de 19 heures, à cause de l'insécurité qui y règne.

Une maison est sans surveillance et ce sont les portes qui sont fracturées, avec souvent des acheteurs potentiels qui attendent à côté. Les gens sont donc obligés d'avoir en permanence quelqu'un dans leur maison. Le racket n'est peut être pas aussi développé que dans la partie gouvernementale mais il existe bel et bien.

Autre problème, la délation et le tribalisme. C'est l'exacte symétrie de ce qui se passe du côté d'Abidjan. Citons le cas de ce jeune baoulé, connu dans son quartier pour aimer parler de politique. Il avait tendance à critiquer les rebelles.

universitaire. Cela aussi peut expliquer la liquidation physique d'un concurrent potentiel.

Dans cet assassinat, la Fesci, a-t-elle reçu l'aval ne serait-ce que tacite du parti au pouvoir qui

est son géniteur? En tout cas, ce qui est sûr c'est que tout ce qui affaiblit ses opposants va dans le sens des intérêts du pouvoir. Celui-ci a déjà montré qu'il sait lui aussi agir par des assassinats en utilisant des "escadrons de la mort".

CÔTE D'IVOIRE

L'ART DE DISTILLER LA XÉNOPHOBIE PAR EN HAUT

A plusieurs reprises les partisans de Gbagbo ainsi que des gendarmes ont tué des Ivoiriens du Nord ainsi que des étrangers. Il y avait le charnier de Yopougon, en 2000 et puis ça continue périodiquement.

Cela ne doit pas être suffisant pour madame Gbagbo, puisqu'elle attise la haine anti-étranger. Elle a récemment dénoncé une soi-disant "intolérable prééminence étrangère dans le tissu économique industriel et commercial du pays".

Les étrangers (ou désignés comme tels) qui risquent de subir les conséquences de ce genre de propos, ce sont surtout les petites gens, ceux qui vivent difficilement en vendant des petits objets, des fruits et légumes le long des rues. Le pays devient de plus en plus invivable pour tous ceux-là.

Les travailleurs de Côte d'Ivoire, les petites gens n'ont aucun intérêt à suivre les propos irresponsables de ceux qui gouvernent ce pays et qui poussent les gens à s'entre-tuer.

PRÈS DE 2000 MALIENS ET BURKINABÉ REFOULÉS A TIEBISSOU

Le 8 juin dernier, 19 autocars en provenance du Mali et du Burkina transportant environ 2000 personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont été bloqués durant plusieurs jours par les forces armées ivoiriennes à Tiébissou. Selon les autorités ivoiriennes cette colonne d'autocars transporterait des "mercenaires à la solde de la rébellion". Mais de toute évidence il ne s'agit-là que d'une manoeuvre d'intimidation pour empêcher les populations qui avaient été chassées suite aux violences xénophobes, de revenir sur leurs lieux d'habitation.

Les passagers expliquent : "La plupart d'entre nous sont établis de longue date dans la zone café-cacao,

et regagnaient donc leurs localités de résidence"... "cela fait plusieurs jours que nous dormons à la belle étoile, par ces temps de froid et d'humidité, sans vivre ni argent. Parmi nous il y a des malades et surtout des enfants dont il faut s'inquiéter de la santé". Une femme a même dû accoucher en plein air avant d'être évacuée vers Bouaké. Mais les autorités ivoiriennes ne veulent rien savoir. Les deux mille passagers indésirables ont dû trouver refuge dans un petit village. Certains d'entre eux ont fait demi-tour vers le Burkina. Onze jours après leur refoulement de Tiébissou près de 1000 personnes attendent encore l'autorisation des autorités ivoiriennes pour rejoindre leurs

lieux d'habitation. Mais les autorités continuent de faire la sourde oreille. Le cas de ces 2000 Maliens et Burkinabé bloqués ou refoulés de Tiébissou n'est pas unique puisque d'autres dont on ignore le nombre subissent le même sort du côté de Bondoukou et de

Duékoué. Par un tel comportement les autorités ivoiriennes ne font qu'encourager les xénophobes de tout poil à pratiquer la violence à l'égard de tous ceux qu'ils considèrent comme indésirables en Côte d'Ivoire.

SÉNÉGAL

GRÈVE À L'HÔPITAL LE DANTEC

Le 23 juin dernier, après avoir mené une grève durant 38 jours, les agents de l'Hôpital Le Dantec, ont suspendu leur action après avoir entendu publiquement le président Wade déclarant que : " Le gouvernement, par le biais du ministère de la Santé va examiner dans la mesure du possible, vos revendications et nous ferons tout pour trouver des solutions".

Cela fait en effet plus de quatre ans que les salariés de cet hôpital public, mènent des actions pour être entendus par leur autorité de tutelle. C'est le plus grand centre hospitalier du pays en nombre de lits et en service. La plus grande majorité des patients sont des gens ayant peu ou pas du tout de moyen de se soigner. Les autorités l'ont laissé à l'abandon tout en sachant les conséquences que cela pouvait avoir pour tous ceux qui ne peuvent pas accéder aux cliniques privées. Les bâtiments sont dans un état vétuste, le matériel médical en panne et insuffisant par rapport aux besoins des patients. Les agents sont mal payés et de ce fait c'était devenu une pratique courante que de faire payer aux patients des soins ou des prestations qui étaient gratuits. Le gouvernement fermait les yeux sur

ces pratiques et les avait même légalisées en quelque sorte lors de la dernière réforme hospitalière en accordant au personnel 25% des recettes générées par les prestations sous forme de "prime de motivation" soit en moyenne 25.000 francs Cfa par mois et par agent.

Mais cette somme est loin de la revendication du personnel qui réclame au minimum 65.000 F Cfa comme dans les autres hôpitaux. Le mouvement de mécontentement est parti de là puis s'est étoffé au fur et à mesure de la mobilisation. Le personnel s'est rassemblé pour établir la liste de toutes les autres revendications. Mais le gouvernement a laissé pourrir la situation tout en faisant croire qu'il cherchait à répondre à leurs revendications par le "dialogue". Excédés par le mépris du gouvernement les salariés ont alors entamé la grève. Ils ont même profité de l'occasion des déplacements de Wade pour se regrouper sur le bord de la route avec des pancartes portant leurs revendications. Ils ont fini par être au moins entendu puisque Wade leur a promis des "solutions". Mais en matière de promesse les travailleurs savent ce que valent les paroles de Wade.

SENEGAL

**L'ÉTAT A TROUVÉ DES MILLIONS
POUR CONSTRUIRE UNE ÉCOLE CORANIQUE
MAIS RIEN POUR MODERNISER L'HÔPITAL
PRINCIPAL DE DAKAR**

L'Etat sénégalais a déboursé une somme de 300 millions de F. CFA pour la construction d'une école coranique à Tivaouane, la capitale de la confrérie des Tidianes. Ce "daara" (école de formation religieuse) baptisé abusivement "moderne" n'est rien d'autre qu'un cadeau offert par Wade dans le but de courtiser le Khalif général des Tidianes. Rappelons que le président se réclame du mouridisme et se dit fier d'être le "talibé" (disciple) du grand Khalif des Mourides dont la capitale est Touba.

Mais comme il veut manger des deux côtés il essaie de ne pas faire des jaloux surtout du côté de la confrérie concurrente de la sienne. Alors il a trouvé 300 millions dans les caisses de l'Etat pour créer cette école moyenâgeuse. Et pourtant lorsque les employés de l'Hôpital Le Dantec réclament des subventions à l'Etat, et ce depuis quatre ans, pour moderniser le matériel médical et restaurer les bâtiments vétustes, la seule réponse des pouvoirs publics a été qu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses.

**L'ANCIEN PREMIER MINISTRE
ACCUSÉ DE DÉTOURNEMENT**

Lorsqu'il était encore Premier ministre, Idrissa Seck, en même temps maire de la ville de Thiès, avait reçu le feu vert de Wade pour faire dans cette ville la commémoration de la fête de l'indépendance de l'année 2004.

Pour cela l'Etat avait consenti une somme de près de 20 milliards de F CFA à investir dans le cadre de "l'embellissement de la capitale du rail". Mais depuis, Idrissa Seck n'est plus en odeur de sainteté. Il a été limogé et est venu se retirer à Paris pour "réfléchir" sur la suite de sa carrière politique. Les partisans de Wade lui prêtent l'intention de préparer un coup contre son ancien ami et protecteur. Alors on lui cherche des poux dans la tête. Le bruit court à Dakar que l'ancien Premier ministre a détourné une grande partie des sommes attribuées aux travaux en faisant de la surfacturation. Il aurait bénéficié pour cela de la complicité

de sociétés de travaux sans faire des appels d'offre publique. De plus, le total de la facture aurait largement dépassé le montant initialement prévu. On parle de 43 voire 53 milliards de F.CFA pour Thiès. Le gouvernement a lancé à ses troupes des inspecteurs pour enquêter sur l'utilisation des deniers publics.

Ce qui est sûr c'est que si cet homme était toujours le Premier ministre et continuait à être un "intime" de Wade on aurait fermé les yeux sur ces détournements. Mais voilà, les choses ont tourné autrement pour Seck. Et ce ne sont pas les familles des travailleurs et les petites gens qui ont déjà du mal à acheter un litre d'huile ou un kilo de riz qui pleureront sur le sort de ce voleur de milliards. Mais des voleurs de ce genre il y en a beaucoup au pouvoir ou proches du pouvoir. Et plus ils sont hauts placés plus ils détournent de

grosses sommes et plus ils sont protégés par celui qui se trouve au
intouchables ... tant qu'ils sont sommet de la pyramide.

SÉNÉGAL

NAISSANCE D'UN PARTI RELIGIEUX

Le marabout Modou Kara, le petit-fils du fondateur du mouridisme, vient de créer son parti intitulé "Parti de vérité pour le développement". Lors de son premier meeting d'inauguration ce marabout qui aime bien se faire appeler "le général" ou "le lion", avait réuni tous ses talibés, encadrés par des hommes en treillis militaires appelés "commandos de la paix". Les "disciples" étaient parait-il en "transe" et buvaient littéralement les paroles de leur "maître" comme une "mélodie divine". Celui-ci a expliqué que son parti se fonde "essentiellement sur l'oeuvre gigantesque de Cheikh Ahmadou Bamba" (son grand-père) et sera "un parti de régulation de la vie sociale". Les journalistes n'ont même pas osé lui poser des questions un peu dérangerantes, intimidés qu'ils étaient par les commandos musclés.

Certes, le fait que des marabouts ou des imams entrent en politique n'est pas un fait nouveau au Sénégal. Ils ont toujours été mêlés de près ou loin à la vie politique locale, même du temps de

la colonisation. Tous les gouvernements qui se sont succédé ainsi que les grands partis politiques les ont courtisés et couverts de toutes sortes de cadeaux et de privilèges. Mais dans la période actuelle où le fanatisme religieux gagne du terrain au Sénégal comme dans bien d'autres pays, la création d'un tel parti revêt une signification particulière. Dans un pays où le chômage gagne du terrain, où la misère touche une grande partie de la jeunesse, où les dirigeants au pouvoir n'ont pas tenu les promesses faites aux plus démunis, le fanatisme religieux pourrait devenir un point d'encrage de tous les mécontentements et canaliser les espoirs de changements. Si une telle chose se produisait au Sénégal ce serait un grand recul car l'objectif de ces dignitaires religieux se réclamant des idées moyenâgeuses c'est de mettre au pas toute la population en imposant la charia. Quant à "la vérité et au développement" qu'ils prônent ce ne sont que des mots pour tromper les petites gens.

SÉNÉGAL-MALI

A QUI PROFITE L'AXE ROUTIER ?

Pour se rendre de Dakar à Bamako, il existe plusieurs voies de communication. Il y a l'avion, plus cher pour les petites bourses; il y a aussi le train et la route. Sur une distance d'environ 1300 km reliant les deux capitales, un tronçon de 350 km est en mauvais état. Mais ce n'est vraiment pas ce handicap qui pose problème. Les difficultés rencontrées par les

voyageurs, surtout les petites gens qui empruntent cette voie routière proviennent des multiples barrages des douaniers ou autres hommes en kaki pour rançonner.

Les deux gouvernements sénégalais et maliens ont récemment décidé, à Bamako, d'améliorer ce trafic routier. Pour cela, ils ont sorti des oubliettes une convention

de la CEDEAO vieille de 17 ans qui propose entre autres projets la "suppression des contrôles abusifs" et la "simplification des formalités administratives et douanières". Officiellement, sur l'axe Dakar-Bamako, les autorités des deux pays ont recensé neuf points de contrôles : cinq au Sénégal (Kaolack, Kaffrine, Konheul, Tambaounda et Kidira) et quatre au Mali (Diboli, entrée et sortie de Kayes et Kati). Mais selon les usagers, en particulier les petites gens et les travailleurs immigrés en vacances (les principales victimes des arnaques), il faudrait multiplier ce chiffre par trois voire quatre.

Mais depuis 17 ans, rien n'a

été fait pour l'amélioration de cet axe routier. Au contraire les postes de contrôles "abusifs" se sont multipliés, et les formalités administratives et douanières se sont renforcées. Pour certains hauts dignitaires du régime, en même temps hommes d'affaires qui utilisent le réseau routier pour le transport de marchandises, cette situation ne les dérange pas. Ils savent s'arranger avec des douaniers en les corrompant pour que leurs marchandises circulent sans problème.

Ceux qui en pâtissent, ce sont les passagers des cars et des taxis-brousse qui sont obligés de payer chaque fois que leurs véhicules sont arrêtés par les agents des corps habillés.

CHEMIN DE FER DAKAR BAMAKO

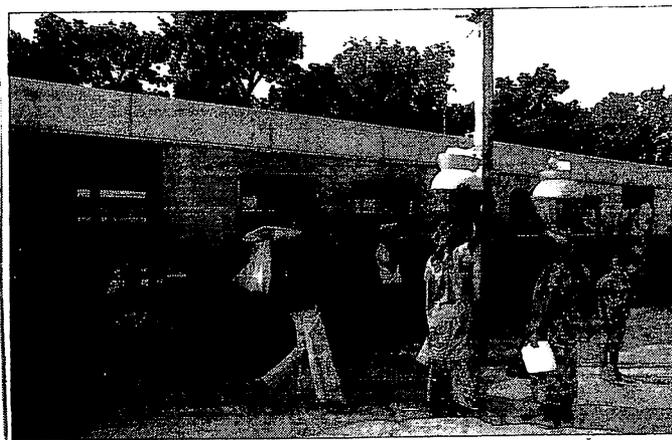
LA PRIVATISATION N'A PAS ARRANGÉ LA POPULATION

Depuis que le chemin Dakar-Bamako a été privatisé, il y a environ un an, la nouvelle direction gestionnaire, Transrail, se déclare satisfait des résultats; il apparaîtrait une augmentation nette du trafic marchandises. Ainsi avant

tonnes pour atteindre 49.000 tonnes en mars 2004.

En effet, il y a un an c'est un consortium franco-canadien, Camac-Getma, qui est le principal actionnaire avec 51% du capital. Les Etats maliens et sénégalais qui étaient les principaux actionnaires n'en détiennent plus que 10% chacun. Selon les autorités des deux pays, il s'agissait de "moderniser" le transport ferroviaire pour en finir avec les pannes incessantes et le temps des trajets trop long et parfois dangereux à cause de la vétusté du matériel. On pourrait croire que tout le monde sortirait gagnant dans cette affaire.

Ce n'est pas le cas. Déjà il y a le licenciement d'un millier d'employés du rail sur les 2.600 que compte Dakar-Bamako. Ensuite si le trafic des marchandises s'est nettement amélioré ce n'est pas le cas du transport des personnes. Entre Bamako et Kayes 4 trains de voyageurs roulent sur des rails très vétustes. Le nombre de gares dans les petites villes et villages a été très réduit. Cela pénalise les



Train en gare de Bamako

la privatisation, le trafic véhiculait entre 20 000 et 25 000 tonnes de marchandises. Un mois après ce chiffre est passé à 32.000

voyageurs qui seront obligés de finir leur trajet par la route, en car ou taxi-brousse. Cela pénalise aussi tous les petits commerçants qui travaillent autour des gares. La situation est dramatique pour les villageois qui tiraient l'essentiel de leurs revenus de la vente de leur produits aux voyageurs.

Les autorités sénégalaises et

maliennes, comme les nouveaux gestionnaires de cette ligne de chemin de fer ont les moyens de prévoir tous les problèmes qui peuvent se poser, à commencer par la rénovation de cette ligne. Comme d'habitude ils pensent d'abord aux besoins des gros transporteurs capitalistes et non aux besoins des petites gens qui vivent le long de cette ligne.

T - C - H - A - D

DEBY SE PRÉPARE A PÉRENNISER SON POUVOIR

Comme l'ont fait certains dictateurs africains, Déby a réussi à magouiller pour rester plus longtemps au pouvoir. Il vient de faire modifier la constitution qui interdit à tout président en exercice de se représenter à l'élection présidentielle pour un troisième mandat consécutif. Lors d'un vote à l'assemblée nationale, les députés de l'opposition, dont certains s'étaient regroupés dans un collectif, ont claqué la porte. Malgré cela, le vote pour la modification de la constitution a quand même eu lieu, sans leur participation. La plupart des votants étaient des députés du MPS, parti au pouvoir.

Du coup, les dirigeants des partis politiques de l'opposition crient au scandale et parlent de "hold up électoral". Ils ont engagé une procédure en annulation. Auront-ils gain de cause ? Personne ne le sait d'autant plus que les magistrats, s'ils ne sont pas du MPS, ils sont acquis à la cause du pouvoir. Ceux qui osent prendre des distances avec le régime sont

intimidés ou menacés de mort par des agents au service de l'Etat.

Les opposants qui lorgnaient vers la mangeoire en attendant patiemment, depuis des années, la fin du mandat de Déby sont actuellement déçus. Ils espéraient qu'il allait se retirer conformément à la constitution. Alors il y aurait des places juteuses à pourvoir. D'abord la présidence et la Primature, ensuite les postes de ministres. Voilà qu'ils voient leur espoir en train de s'effondrer comme un château de cartes.

Pourtant dès sa prise de pouvoir, Déby a laissé clairement entendre qu'il est arrivé au pouvoir par les forces des armes. Et c'est par la force qu'il partira. Les partis d'opposition, le cinéma parlementaire, tout cela, il s'en moque. Ce qui l'inquiète réellement, c'est la rébellion dans le Nord, au Tibesti qu'il n'arrive pas à maîtriser, et la situation de révolte dans le Darfour, qu'il ne peut contrôler.

B E N I N**NOUVEAU CODE DE LA FAMILLE ET CONTINUITE DES PRATIQUES RETROGRADES**

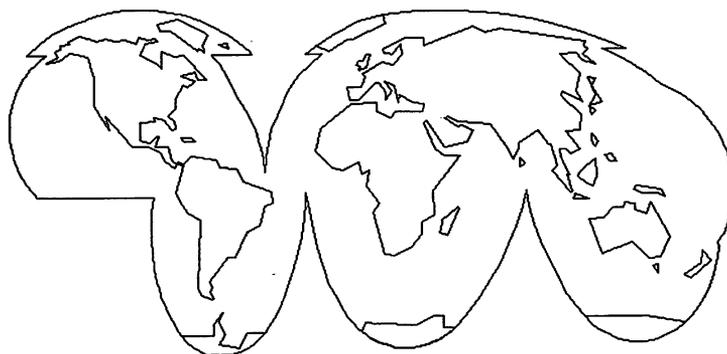
La majorité des députés du Bénin ont voté récemment pour un nouveau Code de la famille. Ce document de 1033 articles consacre parait-il la monogamie, tout en tolérant la polygamie.

Cela fait plusieurs années que des ONG de femmes luttent, essaient de faire adopter certaines lois pour combattre les pratiques abusives dont elles sont victimes de la part des hommes. Au nom de la coutume, les mariages forcés et la polygamie sont des pratiques qui continuent de faire des ravages surtout dans les campagnes arriérées. Même en ville, les notables du régime, les hauts fonctionnaires de l'Etat, continuent d'imposer aux femmes de se soumettre à ces traditions héritées des temps esclavagistes.

En juin 2002 certains députés "traditionalistes" se sont opposés à toute modification concernant le statut réservé aux femmes. Les timides avancées en faveur des femmes, consenties au moins dans les

textes, furent repoussées par les députés les plus conservateurs. Ces messieurs accusaient les organisations de femmes de vouloir "imposer au Bénin des pratiques matrimoniales importées de l'occident". Devant leur diktat ce code fut revu et édulcoré encore davantage. Il a finalement été adopté récemment par une majorité de députés.

Quelques femmes des milieux intellectuels, telle que Marie Elise Gbèdo, avocate et présidente de l'Association des Femmes Juristes du Bénin (AFJB) pourront faire valoir certaines nouvelles dispositions qu'elles ont réussi à faire admettre dans les nouveaux textes. Il reste encore aux femmes à travers leurs organisations et aux hommes même s'ils sont peu nombreux, à se mobiliser pour défendre ces droits car l'appareil d'Etat, les juges, les fonctionnaires grands et petits, la police, sont gangrenés par les mentalités rétrogrades et imbus de leur pouvoir sur tous les opprimés à commencer par les femmes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.